



PREFECTURE
SECRETARIAT GENERAL
Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

ARRÊTÉ
du 8 juin 2016
portant mise en demeure à la Société GRAVIRHIN, pour son établissement de
carrière de Ensisheim, au titre du code de l'environnement.

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8-I,
- VU** l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 portant autorisation d'exploiter une carrière de gravier à Ensisheim à la Société GRAVIRHIN,
- VU** la visite d'inspection de l'établissement du 19 mai 2016,
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées du 30 mai 2016,
- CONSIDERANT** que l'article 1-11-1 de l'arrêté du 10 juillet 2015 susvisé impose notamment le défrichement avant fin 2015 des Robiniers présents sur la partie Sud du talus Ouest de la carrière et que ceci n'a pas été réalisé, ce qui constitue une non-conformité à l'article 1-11-1 de l'arrêté du 10 juillet 2015 susvisé,
- CONSIDERANT** que l'article 1-11-1 de l'arrêté du 10 juillet 2015 susvisé impose notamment la mise en place de quelques tas de galets en partie Nord du talus Est avant fin 2015 et que ceci n'a pas été réalisé, ce qui constitue une non-conformité à l'article 1-11-1 de l'arrêté du 10 juillet 2015 susvisé,
- CONSIDERANT** que l'article 1-11-1 de l'arrêté du 10 juillet 2015 susvisé impose notamment l'ensemencement de la partie Est du talus de la limite Nord, avec du **Bromus erectus**, avant fin 2015 et que ceci n'a pas été réalisé, ce qui constitue une non-conformité à l'article 1-11-1 de l'arrêté du 10 juillet 2015 susvisé,
- CONSIDERANT** qu'au vu des dispositions de l'article 1-11-1 de l'arrêté du 10 juillet 2015 susvisé l'exploitant devait transmettre au plus tard le 31 mars 2016 un compte rendu des opérations d'aménagement réalisées en 2015 et que ceci n'a pas été réalisé, ce qui constitue une non-conformité à l'article 1-11-1 de l'arrêté du 10 juillet 2015 susvisé,

CONSIDERANT qu'en parties Nord-Est et Est de la carrière, le talus de stabilité du front d'exploitation du gisement à sec est plus raide que la pente réglementaire (au moins 33°) imposée à l'article 8-3-1 de l'arrêté du 10 juillet 2015 susvisé, ce qui constitue une non-conformité à l'article 8-3-1 de l'arrêté du 10 juillet 2015 susvisé,

CONSIDERANT que la hauteur du front d'exploitation à sec est de 10 mètres et qu'en conséquence la base du talus de stabilité doit être de 15 mètres afin de garantir une pente de stabilité de 1/1,5,

CONSIDERANT qu'en partie Nord-Est de la carrière, le front d'exploitation actuel se situe soit à la limite de la banquette de protection périphérique, soit à une distance inférieure à 15 m de la limite de la banquette périphérique de protection et qu'en conséquence la mise en conformité de la pente du talus de stabilité du front d'exploitation ne peut s'effectuer que par reconstitution,

CONSIDERANT que pour une partie du front Est de la carrière, pour laquelle le front d'exploitation actuel se situe à plus de 15 m des limites de la banquette de protection périphérique, la mise en conformité de la pente du talus de stabilité du front d'exploitation ne peut s'effectuer que par réglage du front d'exploitation,

CONSIDERANT en conséquence que la Société GRAVIRHIN ne respecte pas les prescriptions d'exploiter des articles 1-11-1 et 8-3-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé, et que sont donc ainsi réunies les conditions qui permettent la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure définie à l'article L171-8-I du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

L'exploitant de la Société GRAVIRHIN, désigné « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 3 a route de Mulhouse – 68190 ENSISHEIM, est mis en demeure de respecter les prescriptions techniques des articles 1-11-1 et 8-3-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé, reprises aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants, qui s'appliquent à son établissement de carrière de Ensisheim, au lieu-dit «Maschiecke »

Article 2 :

Au plus tard le 30 septembre 2016 mais hors période de nidification de l'avifaune, et conformément aux dispositions de l'article 1-11-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé s'agissant de la suppression de Robiniers :

« L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires et réalise les aménagements, définis ci après :

propositions	mesures	localisation
MR1 - (avifaune - améliorer le lieu de nidification)	Suppression des Robiniers	sur la partie Sud du talus en limite Ouest

».

Article 3 :

Au plus tard le 30 septembre 2016 et conformément aux dispositions de l'article 1-11-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé :

«L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires et réalise les aménagements, définis ci après :

propositions	mesures	localisation
<i>MR2 - (habitats des Lezards)</i>	<i>Pour valoriser l'habitat du Lezard des murailles : mise en place de quelques tas de galets (entre 4 et 10 m²) sur les talus et leurs lisières et d'hibernaculum favorables aux reptiles</i>	<i>partie Nord du talus Est</i>

».

Article 4 :

Au plus tard le 30 novembre 2016 et conformément aux dispositions de l'article 1-11-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé :

« L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires et réalise les aménagements, définis ci après :

propositions	mesures	localisation
<i>MR4 - Valorisation de nouveaux talus pour les faire évoluer vers des pelouses sèches avec des ensemencements appropriés (accueillir des insectes - terrains de chasses aux oiseaux)</i>	<i>Ensemencement de parcelles et/ou talus exploités à sec, avec Bromus erectus, en utilisant de la fenasse originaire de pelouses bien fleuries de la plaine rhénane et en privilégiant les semences <u>locales</u></i>	<i>Partie Est du talus /berge Nord</i>

».

Article 5 :

Au plus tard le 31 août 2016 conformément aux dispositions de l'article 1-11-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé s'agissant de la transmission du compte-rendu de réalisation des opérations en faveur de la biodiversité, pour les opérations réalisées en 2015 et le 1^{er} trimestre 2016:

«Les comptes-rendus de réalisation des opérations (aménagements de talus, de zones, plantations, etc ...) seront transmis (...) :

- au Préfet,*
- à la DREAL-Alsace (2 exemplaires). ».*

Article 6 :

Au plus tard le 30 juin 2016 conformément aux dispositions de l'article 8-3-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé s'agissant de la pente du talus de stabilité du front d'exploitation à sec de la carrière, **pour la partie du front d'exploitation à sec Est, dont le bord actuel d'exploitation se situe à plus de 15 mètres de la «limite intérieure carrière» de la banquette périphérique de protection, le front d'exploitation devra être réglé pour que :**

« (...) La pente maximale du front extraction s'établit à 1/1,5 (environ 33 °) par rapport à l'horizontale, pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe.(...). ».

Article 7 :

Au plus tard le 31 octobre 2016 conformément aux dispositions de l'article 8-3-1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 susvisé s'agissant de la pente du talus de stabilité du front d'exploitation à sec de la carrière, **pour la partie du front d'exploitation à sec Est, dont le bord actuel d'exploitation se situe à moins de 15 mètres de la «limite intérieure carrière» de la banquette périphérique de protection** (plus particulièrement la partie Nord du front Est), **le talus de stabilité du front d'exploitation devra être reconstitué avec des matériaux de la carrière de Ensisheim** (gravier tout-venant, terres de découverte, fines séchées issues des opérations de curage/entretien des bassins de décantation) pour que :

« (...) La pente maximale du front extraction s'établit à 1/1,5 (environ 33°) par rapport à l'horizontale, pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe.(...). ».

Article 8 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Sous-Préfet de THANN-GUEBWILLER, le Maire de ENSISHEIM et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 8 juin 2016
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : Christophe MARX

Délais et voies de recours

(article L 514-3-1 du Titre 1er du livre v du Code de l'Environnement)
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG
- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211.1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.